Quand les frondeurs deviennent des héros nationaux

La renaissance du Monument des héros nationaux à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'issue de l'insurrection populaire de 2014

Marie-Christin Gabriel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20869>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.20869

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 691-718

ISBN : 978-2-7132-2686-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie-Christin Gabriel, « Quand les frondeurs deviennent des héros nationaux », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 227 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 01 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20869> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20869

Quand les frondeurs deviennent des héros nationaux

La renaissance du Monument des héros nationaux à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'issue de l'insurrection populaire de 2014

Valeureux combattants tombés au champ d'honneur
pour que vive la liberté au Burkina Faso,
entrez donc dans votre sanctuaire.
Héros à la fleur de l'âge, fauchés pour que triomphe
la liberté au Burkina Faso, entrez dans votre sanctuaire.
Vous tous qui dormez maintenant dans l'ombre,
entrez dans votre sanctuaire. Entrez et reposez en paix¹.

L'insurrection populaire qui provoqua la chute du Président Blaise Compaoré en octobre 2014, tout comme la mobilisation du peuple contre les putschistes en septembre 2015, causant au total plus de quarante morts et neuf-cents blessés, constituent des événements cruciaux dans l'histoire burkinabè dont l'espace public est profondément imprégné. Pour comprendre ces récentes transformations urbaines, il convient de résumer brièvement l'histoire récente. De 2013 à 2014, alors que Compaoré planifiait de modifier l'article 37 de la Constitution, lui interdisant de se représenter pour un cinquième mandat, les partis politiques d'opposition et les organisations de la société civile coordonnèrent des manifestations pour tenter de contrer ce projet. Les manifestations atteignirent leur apogée le 30 octobre 2014, lorsque plusieurs centaines de milliers de Burkinabè protestèrent dans le centre-ville de la capitale Ouagadougou, allant jusqu'à incendier l'Assemblée nationale pour empêcher la tenue d'une séance des députés, qui allaient discuter la modification constitutionnelle ce jour-là. Les

1. Discours de Michel Kafando, 21 novembre 2014, Ouagadougou, <<http://www.lefaso.net/spip.php?article61925>>, consulté le 26 février 2015.

manifestants se dirigèrent également vers Kosyam, le palais présidentiel. Les affrontements avec les membres de la sécurité, notamment du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP), causèrent une trentaine de morts et plus de six-cents blessés. Le lendemain, le 31 octobre 2014, Compaoré, dont la fonction de chef d'État n'était plus considérée comme légitime, fut contraint de démissionner et s'enfuit en Côte-d'Ivoire. D'abord, le numéro 2 du RSP, le lieutenant-colonel Issac Yacouba Zida, s'autoproclama chef d'État, mais fut à son tour rapidement contraint à la démission car la population locale rejetait les dirigeants militaires². À la mi-novembre 2014, un gouvernement de transition fut donc instauré, avec à sa tête le diplomate Michel Kafando comme Président de la transition³ et Zida comme Premier ministre⁴. La tâche principale de ce gouvernement de transition était l'organisation des élections présidentielles, prévues au mois d'octobre 2015. Cependant, le 16 septembre 2015, le Conseil national pour la démocratie prit le pouvoir par un coup d'État dirigé par le général Gilbert Diendéré, commandant du RSP et chef d'état-major particulier de Compaoré durant vingt-sept ans. En une semaine, les putschistes capturèrent Kafando, Zida et une dizaine de ministres. Face aux protestations nationales et internationales ainsi qu'à la pression de l'armée nationale burkinabè, les putschistes furent finalement obligés de remettre le pouvoir aux autorités de la transition. Les affrontements entre les putschistes et les manifestants, sortis massivement dans les rues pour demander la libération et la réinstallation du gouvernement de transition, causèrent quatorze morts et plus de deux-cent-cinquante blessés⁵.

L'espace public burkinabé porte naturellement les stigmates de ces révoltes populaires et de ces changements de régime. En premier lieu, il existe les traces laissées par les manifestants⁶, telles que la statue brisée de Blaise Compaoré, tombée le 28 octobre 2014 à Bobo-Dioulasso⁷, des graffitis

2. Depuis 1966, le pays avait été dirigé par des présidents militaires. Concernant l'histoire politique, voir ENGLEBERT (1996).
3. Kafando fut élu par un conseil comprenant des représentants de la société civile, de l'ex-opposition et des militaires.
4. La nomination de Zida fut fortement contestée, notamment par les manifestants qui avaient revendiqué sa démission en tant que chef d'État et la mise en place d'un gouvernement civil.
5. Pour plus d'informations sur l'insurrection populaire, voir BONNECASE (2015), CHOUÏ (2015), FRÈRE & ENGLEBERT (2015) et HAGBERG *ET AL.* (2015) ; pour plus de détails sur le putsch du Conseil national pour la démocratie, voir le dossier d'article de presse en ligne, <<http://lefaso.net/spip.php?rubrique455>>, consulté le 7 juin 2016.
6. Voir BONNECASE (2016) qui, à partir des ruines laissées par les manifestants, décrit le déroulé des 30 et 31 octobre 2014, et interroge ce que ces ruines racontent sur la moralité du vol et de la violence en situation insurrectionnelle.
7. Voir l'article d'O. Bance, « Journée de désobéissance civile à Bobo : Des manifestants ont fait tomber le monument à l'effigie de Blaise Compaoré », <<http://lefaso.net/spip.php?article61480>>, consulté le 29 octobre 2014.

couvrant de nombreux murs à Ouagadougou formulant : « Blaise dégage ! », « Non au referendum ! », « CDP Game Over ! »⁸, etc. ; ainsi que de nombreux bâtiments incendiés, comme les demeures des anciens députés, le siège du CDP ou encore l'Assemblée nationale qui restera dans cet état⁹. En second lieu, le gouvernement de transition lui-même a opéré des changements dans l'espace public. Il a rebaptisé plusieurs sites majeurs avant de passer le pouvoir au nouveau président élu en octobre 2015, Roch Marc Christian Kaboré¹⁰. À l'occasion du 55^e anniversaire des Forces armées nationales, célébré le 1^{er} novembre 2015, par exemple, le gouvernement de transition a décidé de changer les noms de certaines casernes ; une caserne était baptisée du nom de Thomas Sankara, l'ancien président du Burkina Faso assassiné lors d'un putsch mené par Compaoré en 1987 ; le 18 novembre 2015, une rue et le stade régional de Dori (chef-lieu de la région Sahel) ont pris le nom du maire Hama Arba Diallo, un membre de l'opposition fortement mobilisé contre la modification constitutionnelle, décédé un mois avant la chute de Compaoré¹¹ ; à l'occasion du 17^e anniversaire de la mort de Norbert Zongo, le gouvernement de transition nomma une rue de Ouagadougou en mémoire de ce journaliste assassiné en 1998¹². Comme on le voit, les révoltes et les changements de gouvernement se manifestent à la fois dans la destruction, la reconstruction ainsi que dans la réinterprétation de l'espace public.

Cet article s'intéresse au Monument des héros nationaux qui, après la chute de Compaoré, a subi une transformation importante. Installé dans le quartier huppé de Ouaga 2000, non loin du palais présidentiel, sur le

8. CDP désigne le nom de l'ancien parti au pouvoir : le Congrès pour la démocratie et le progrès.
9. Une initiative populaire exigea de ne pas reconstruire l'Assemblée nationale, mais de la laisser dans son état avec ses murs noircis de fumée et ses fenêtres soufflées, afin de rappeler aux députés de ne jamais agir contre la volonté du peuple. Récemment accepté et subventionné par le gouvernement en exercice, le projet de construction d'un musée est en cours d'élaboration. Voir l'article d'A. Séogo Koanda, « Ancienne Assemblée nationale : De ses cendres naîtra un musée », <<http://www.lobserveur.bf/index.php/politique/item/5252-ancienne-assemblee-nationale-de-ses-cendres-naitra-un-musee>>, consulté le 7 juin 2016.
10. En novembre 2015, Roch Marc Christian Kaboré a été élu Président. Kaboré est du MPP (Mouvement pour le peuple et le progrès), fondé en janvier 2014 par des dissidents du CDP.
11. La Direction de la Communication de la Présidence du Faso, « Le stade régional de Dori et une rue de la ville portent désormais le nom de Hama Arba Diallo », <<http://lefaso.net/spip.php?article68126>>, consulté le 20 novembre 2015.
12. E. M. Bayala, « Drame de Sapouy : Le dossier Norbert... sur une avenue », *L'Observateur paalga*, 14 décembre 2015, p. 29. Bien que largement saluée, cette politique de changement de noms créa un débat : tous les vestiges du gouvernement déchu sont-ils à bannir, ou seuls quelques-uns le méritent-ils ? Par exemple, il fut vivement discuté le fait de rebaptiser ou non l'hôpital portant le nom de Blaise Compaoré.

plus grand rond-point du Burkina Faso, mesurant plus d'un kilomètre de diamètre¹³, ce gigantesque monument pesant près de huit mille tonnes et mesurant cinquante-cinq mètres de hauteur¹⁴ éclipse tous les autres monuments du pays¹⁵. Il a été construit sous Compaoré « pour honorer la mémoire des Burkinabè qui se seraient particulièrement illustrés au service de la patrie », comme l'explique le site web du gouvernement¹⁶, précisant qu'il commémore, entre autres, des figures politiques de l'indépendance comme Daniel Ouezzin Coulibaly, Philippe Zinda Kaboré et Nazi Boni¹⁷, ainsi que Thomas Sankara. Cependant, ce monument n'a pas été bâti durant les premières années de l'ère postcoloniale, ni même après l'assassinat de Sankara, mais dans les années 2000 à 2008. Dès lors, on peut légitimement se demander pourquoi le gouvernement de Compaoré a décidé de construire, à ce moment précis de l'histoire du Burkina Faso, un édifice colossal en l'honneur de ces personnages ? En retraçant les principaux jalons historiques caractérisant l'édification du monument, la première partie de cet article illustre son statut de « lieu de mémoire » (Nora 1997) en jachère, sous le mandat de Compaoré. En effet, le monument n'avait jamais été utilisé pour abriter de cérémonies officielles ; il n'était qu'un édifice décoratif surnommé « Tour Eiffel » par de nombreux Ouagalais, en référence à son style architectural proche de l'emblème parisien. Or, après la chute de Compaoré en 2014, le monument a été réinterprété et ressuscité par le gouvernement de transition. Comment cette transformation et renaissance se sont-elles manifestées ? Quels acteurs furent impliqués et quels débats ont-ils engendré ? Pour sonder ces questions, la deuxième partie de cet article se concentre sur la transformation du monument à travers l'ajout d'une stèle, et la troisième partie sur sa renaissance, suite à son intégration récente dans les pratiques commémoratives nationales. En considérant le Monument des héros nationaux comme un lieu de débats et de mémoires concurrentes, l'analyse montre l'existence de multiples controverses et de vives négociations entre des « communautés commémoratives » (Zerubavel 2003 : 330, ma traduction) burkinabè. Plus globalement, le prisme des récentes transformations de ce monument permet d'explorer de nouvelles modalités de « fabrique » de héros

13. A. Tao, « Journée nationale de pardon : Des monuments toujours inachevés », <<http://lefaso.net/spip.php?article6513>>, consulté le 3 mars 2016.

14. « Place Mémorial aux Héros nationaux », <<http://www.burkinatourism.com/Place-Memorial-aux-Heros-Nationaux.html>>, consulté le 4 mars 2016.

15. Pour une vue d'ensemble des monuments à Ouagadougou, voir SIMPORÉ (2004).

16. <<http://www.gouvernement.gov.bf/spip.php?article157>>, consulté le 4 mars 2016.

17. Philippe Zinda Kaboré fut le premier député à l'Assemblée nationale française ; Daniel Ouezzin Coulibaly occupa la fonction de vice-président du Conseil d'État de la Haute-Volta de 1957 jusqu'à sa mort en 1958 ; Nazi Boni fut un homme politique et écrivain. Lui aussi était député à l'Assemblée nationale française.

nationaux (Centlivres *et al.* 1998), et propose des perspectives d'ouverture quant aux pratiques d'intégration d'un passé complexe et contradictoire fait de ruptures politiques au sein de la mémoire collective.

Cet article s'appuie sur des recherches de terrain centrées sur la mise en scène de l'État burkinabé, à travers ses fêtes nationales et ses cérémonies commémoratives¹⁸. Cette recherche se base principalement sur l'observation du premier anniversaire de l'insurrection populaire au Monument des héros nationaux ainsi que des débats médiatiques engendrés par le monument¹⁹.

Du « drame de Sapouy » à la Journée nationale de pardon

« La plupart des monuments naissent des crises socio-politiques [...] », constate Dietrich Erben (2011 : 239, ma traduction). C'est aussi le cas du Monument des héros nationaux à Ouagadougou. L'assassinat du journaliste Norbert Zongo et de ses trois accompagnateurs²⁰ en décembre 1998 fut le point de départ de cette crise. Directeur du journal *L'Indépendant*²¹, Zongo investiguait sur plusieurs affaires « dérangeantes »²², comme la révision de l'article 37 de la Constitution, adopté en janvier 1997, permettant au président du Burkina Faso d'être réélu indéfiniment (ISS 2014 : 5). Zongo enquêtait notamment sur l'affaire du meurtre de David Ouédraogo, auquel François Compaoré, frère et conseiller du Président, avait été mêlé²³. Le 13 décembre

18. Les recherches s'inscrivent dans le cadre d'un projet de recherche intitulé « Performing the Nation and Subnational Differences in African National-Days », un projet du groupe de recherche « Un/doing Differences : Practices of Human Differentiation » à l'Université Johannes Gutenberg, Mainz.

19. L'article s'appuie notamment sur l'analyse de documents consultés aux Archives nationales de Ouagadougou, et de journaux en ligne qui ont constitué des sources particulièrement précieuses, non seulement pour leurs contenus informatifs, mais également pour les débats qu'ils entraînaient. Notons qu'Internet est un espace de débat particulièrement important dans les régimes « semi-autoritaires » (HILGERS & MAZZOCCHETTI 2010).

20. Il s'agit d'un frère, un employé et un chauffeur (HAGBERG 2002 : 218).

21. Avec un tirage d'environ 15 000 exemplaires, cet hebdomadaire était le plus diffusé au Burkina Faso dans les années 1990 (BIANCHINI 2002).

22. Commission d'enquête indépendante investiguant sur la mort de Zongo (1999), « Rapport », publié par Yam Pukri sur <<http://www.cnpress-zongo.org/spip.php?article17>>, consulté le 7 juin 2016.

23. David Ouédraogo fut le chauffeur de François Compaoré. Accusé d'avoir volé une somme énorme à son patron, il avait été mis en détention par le RSP à la fin de l'année 1997 sans que sa famille n'ait été informée. Son grand frère, Arthur Ouédraogo, inquiet, se tourna vers le journaliste Norbert Zongo, qui lui assura se renseigner. En janvier 1998, David Ouédraogo, toujours en détention, mourut et fut inhumé anonymement. Alors qu'un médecin du dispensaire de la Présidence attesta qu'il était mort de maladie, l'opposition politique fut convaincue qu'il était décédé après avoir été torturé. Telle fut aussi

1998, Zongo et trois compagnons étaient retrouvés abattus et calcinés dans un véhicule entièrement brûlé sur l'axe Ouagadougou-Sapouy. La radio nationale soutint d'abord que les quatre hommes étaient décédés dans un accident de la route, mais leur assassinat fut rapidement attesté (Hagberg 2002 : 201). Une vaste vague de protestations s'ensuivit à Ouagadougou et dans plusieurs autres villes du pays, réclamant non seulement l'élucidation du « drame de Sapouy », comme cette affaire fut dénommée (*ibid.* 2007 : 361), mais aussi de tous les drames commis depuis la prise de pouvoir de Compaoré en 1987, notamment l'assassinat de Thomas Sankara. Si l'arrivée au pouvoir de Compaoré avait divisé la population en deux camps — ceux qui célébraient Compaoré et ceux qui pleuraient Sankara — l'assassinat de Zongo approfondit certainement le clivage entre ces deux camps. De plus, alors que l'assassinat du journaliste visait à se débarrasser d'un frondeur qui compromettait le pouvoir du gouvernement de Compaoré, il occasionna finalement la fabrication d'un héros populaire, qui s'avérait tout aussi dangereux. Avec le débat national qui s'ouvrit autour des questions d'impunité, de justice et de morale, le frondeur Zongo devint un héros célébré, tandis que la légitimité du président Compaoré fut remise en question (Haberecht 2015 : 146-153)²⁴.

Suite aux protestations de milliers de Burkinabè, le gouvernement fut mis au pied du mur, et c'est dans ce contexte que naquit l'idée du Monument des héros nationaux. Le Collège des sages, convoqué par le gouvernement en juin 1999 pour réfléchir à des solutions visant à rétablir la paix sociale²⁵, recommanda au gouvernement une série de mesures politiques, telles que la réintroduction de la limitation des mandats présidentiels²⁶, la mise en place d'une Commission vérité et justice pour la réconciliation nationale visant à examiner les crimes

la conviction de Zongo, qui enquête pendant toute l'année 1998, au cours de laquelle lui aussi trouva la mort (entretien avec Arthur Ouédraogo, 30 novembre 2014).

24. Pour une analyse détaillée de l'affaire Zongo et des protestations qui s'en suivirent, voir également OUÉDRAOGO (1999), HAGBERG (2002) et HILGERS & MAZZOCCHETTI (2006).
25. Avant cela, une Commission d'enquête indépendante fut créée en janvier 1999 pour élucider la mort de Zongo et de ses compagnons. Mais plutôt que d'apaiser le climat social, le rapport de la commission publié en mai 1999 l'attisa. En effet, les représentants du gouvernement refusèrent de signer le rapport de clôture qui nommait six éléments du RSP suspects dans le dossier Zongo (HABERECHT 2015 : 149). Par conséquent, des protestations reprirent, lors desquelles six *leaders* accusés de planifier un coup d'État furent arrêtés (« Rapport annuel d'Amnesty International 1999 et 2000 », cité dans ENGELS [2012 : 105]). Le Collège de sages fut alors convoqué. Il fut présidé par Mgr Anselme Sanon, évêque de Bobo-Dioulasso, et composé de trois anciens chefs d'État, des représentants des autorités religieuses et coutumières et des « personnes ressources » (« Brochure de la Journée nationale de pardon, 30 mars 2001, Stade du 4 août, Ouagadougou », p. 3).
26. Cette proposition fut réalisée en 2000 quand le gouvernement réintroduit la clause limitative du mandat présidentiel délimitant le mandat à un quinquennat renouvelable une fois (ISS 2014 : 5).

économiques et politiques perpétrés depuis 1960 et la mise en œuvre de la réconciliation nationale²⁷. En outre, le Collège proposa « l'érection d'un mémorial dans tous les chefs-lieux de province en l'honneur de tous les fils de la nation victimes de la violence en politique » et « l'érection d'un monument national aux morts, à la mémoire de tous les soldats de notre nation tombés sur les champs d'honneur »²⁸. Cette idée fut reprise par la Commission vérité et justice pour la réconciliation nationale, créée en octobre 1999, proposant l'édification d'un « Mémorial pour les martyrs » et d'un « Monument pour les héros nationaux ». Ces dénominations choisies par le gouvernement impliquaient la fabrication d'une vaste catégorie de héros parmi lesquels Zongo disparaissait.

Cela fut particulièrement perceptible lors de la Journée nationale de pardon, une innovation également proposée par la Commission vérité et justice pour la réconciliation nationale, organisée le 30 mars 2001. Dans son discours, Compaoré cita parmi les mesures à entreprendre, les réparations, le traitement des dossiers de crimes, la commémoration annuelle du 30 mars et « l'érection de monuments qui seront les témoins de notre devoir de mémoire à l'égard de tous nos martyrs et héros nationaux »²⁹. En faisant référence à « tous nos martyrs et héros nationaux », le gouvernement évitait de nommer explicitement des héros à titre nominatif. Dans le même sens, le gouvernement considérait la Journée nationale de pardon comme une occasion de pardonner tous les crimes des quarante dernières années, comme le révèlent les interventions de l'époque, et plus particulièrement celle de Compaoré, reléguant l'affaire Zongo au second plan :

En cet instant solennel, en notre qualité de Président du Faso assurant la continuité de l'État, nous demandons pardon et exprimons nos profonds regrets pour les tortures, les crimes, les injustices, les brimades et tous les autres torts commis sur les Burkinabè par d'autres Burkinabè, agissant au nom et sous le couvert de l'État, de 1960 à nos jours³⁰.

Si l'objectif de la Journée nationale de pardon était d'appeler à l'unité nationale, en rassemblant les principaux acteurs politiques et de la société civile pour se pardonner les uns aux autres, on peut douter de son succès. En effet, nombreux furent les détracteurs qui rejetaient la journée, doutant qu'une telle cérémonie n'aboutisse qu'à empêcher l'élucidation d'affaires

27. Collège de sages (1999), « Rapport », publié par Y. Pukri sur <<http://www.cnpress-zongo.org/spip.php?article18>>, consulté le 7 juin 2016.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. Discours de Blaise Compaoré, 30 mars 2001, Ouagadougou, cité dans la brochure intitulée « Journée nationale de pardon. 30 mars 2001, stade du 4 août, Ouagadougou » (p. 17) consulté aux Archives nationales à Ouagadougou.

comme celle de Zongo. De leur point de vue « il [fallait] la vérité d'abord [...] et ensuite la justice et le pardon » (Hagberg 2007 : 362). Par conséquent, le 30 mars 2001, alors que le Président, les anciens chefs d'État et les représentants religieux et coutumiers étaient réunis à l'intérieur du Stade du 4 août à Ouagadougou, quelques organisations de la société civile et des partis politiques³¹ organisèrent des cérémonies alternatives simultanées sur les tombes de Zongo et de Sankara (selon la même coutume qu'à chaque anniversaire de la mort de ceux-ci) ainsi qu'aux quatre coins du pays³². Ainsi, bien que la cérémonie officielle se soit tenue en présence d'environ trente mille spectateurs, elle ne réussit pas à rassembler les acteurs principaux, et était plutôt une preuve de la coexistence de différentes communautés commémorant chacune ses propres héros : les unes Zongo, ses compagnons et Sankara ; les autres des héros indéterminés.

Depuis l'annonce de leur édification en 2001, plusieurs années s'écoulèrent jusqu'à la finalisation des monuments commémoratifs, ce qui questionne la priorité accordée par le gouvernement de Compaoré à la reconnaissance des héros nationaux. Les travaux ne commencèrent qu'au moment de la deuxième édition de la Journée nationale de pardon, le 30 mars 2002, lorsque le Premier ministre Paramanga Ernest Yonli posa les premières pierres du Mémorial des martyrs et du Monument des héros nationaux³³. Interrogé en mars 2005, le chef de chantier du Monument des héros nationaux constatait que l'édifice était presque achevé et que, si tout allait bien, le monument serait prêt dans six mois³⁴. Pourtant, les deux monuments ne furent terminés qu'en 2008 — entre-temps, Compaoré fut réélu aux élections présidentielles de 2005 — soit près

31. Il s'agit d'un collectif d'environ 76 organisations non gouvernementales, dont des syndicats, associations de femmes et de la jeunesse, partis politiques et organisations de défense des droits de la personne comme le Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP). Voir l'article de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, Canada, « Burkina Faso : Manifestation ou marche de protestation tenue aux environs du 30 mars 2001 contre le président Blaise Compaoré et l'organisation par le gouvernement d'une journée nationale de pardon », <<http://www.refworld.org/docid/3df4bedf8.html>>, consulté le 21 avril 2017.

32. *Ibid.*

33. S. E. Barro, « Burkina Faso: Monuments aux martyrs et aux héros nationaux : Le devoir de mémoire », <<http://fr.allafrica.com/stories/200204020742.html>>, consulté le 10 juin 2016.

34. A. Tao, « Journée nationale de pardon : Des monuments toujours inachevés », <<http://lefaso.net/spip.php?article6513>>, consulté le 3 mars 2016. Selon le Directeur général de l'architecture, de l'habitat et de la construction, les travaux connurent des interruptions par faute de moyens financiers et du non-respect des délais d'exécution des travaux par certains entrepreneurs. Voir l'article de Victorien A. Sawadogo, « Aménagement de la place de l'Afrique à Ouaga 2000 : Un parc d'attraction bientôt autour du mémorial aux Héros nationaux », <<http://lefaso.net/spip.php?article30054>>, consulté le 4 mars 2016.

de dix ans après la crise liée à l'affaire Zongo. Contrairement à la suggestion du Collège des sages, tous deux furent construits à Ouagadougou : séparés d'une dizaine de kilomètres, le Mémorial des martyrs a été construit sur la Route nationale 22 à Tampouy, un quartier populaire au nord-ouest de la capitale ainsi que le Monument des héros nationaux sur le boulevard Moammar El Khaddafi à Ouaga 2000, un quartier huppé à l'écart du centre-ville regroupant ministères, villas et hôtels de luxe. Étant donné l'emplacement de ce second monument, l'appropriation populaire de celui-ci paraît assez limitée. Initialement, il était prévu d'y construire un parc d'attractions comprenant des aires de promenade, des jets d'eau et des kiosques offrant ainsi à la population un lieu de récréation³⁵, mais dans la pratique (pour des raisons qui nous restent obscures) cette idée ne fut jamais réalisée.

Les deux monuments ont un élément d'architecture en commun : la calebasse, cet « ustensile communautaire fragile », comme l'explique un site web burkinabé spécialisé dans le tourisme³⁶. Le Mémorial des martyrs est en effet constitué d'une calebasse brisée indiquant « l'état de la Nation burkinabè »³⁷. Une colombe blanche s'affaire à recoudre la calebasse fissurée sur laquelle est inscrit le parape « Plus jamais ça ». Au-dessus se dégagent deux mains en signe de prière ; plus bas se trouve une étoile flamboyante. Le monument rappelle les « multiples événements douloureux, que [la nation burkinabè] a enregistrés », explique ce même site web³⁸. Quant au Monument des héros nationaux (Fig. 1) il est constitué de deux calebasses entières ; l'une tournée vers le bas qui « exprime la sépulture des héros ou la gratitude et la reconnaissance du peuple burkinabé »³⁹, et l'autre vers le haut qui contient « l'eau de l'entente et de la paix retrouvée » symbolisant « la fraternité et la symbiose du peuple burkinabé »⁴⁰. Ces deux calebasses sont supportées par quatre poteaux représentant « les quatre étapes de la lutte du peuple pour : l'indépendance, la république, la révolution et la démocratie »⁴¹. À mi-hauteur, un anneau enserre les poteaux « pour marquer la solidité de l'unité nationale »⁴². Il était prévu d'ajouter à ce monument un musée de l'histoire politique, qui n'a toujours

35. *Ibid.*

36. « Monument des martyrs », <<http://www.burkinatourism.com/Monument-des-martyrs.html>>, consulté le 13 juin 2016.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

39. « Place Mémorial aux Héros Nationaux », <<http://www.burkinatourism.com/Place-Memorial-aux-Heros-Nationaux.html>>, consulté le 4 mars 2016.

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*

42. *Ibid.*

pas vu le jour⁴³. Concernant la politique spatiale du Monument des héros nationaux, il faut souligner un certain détachement du contexte national. En effet, bien que le site choisi ne soit pas éloigné de la Route nationale n° 6 menant vers Sapouy — ce qui peut être considéré comme une référence au « drame de Sapouy » — la nomination du site comme « Place de l'Afrique », l'utilisation des cauris comme « symbole africain » prévus dans le plan d'aménagement⁴⁴, tout comme la construction de cinquante-quatre stèles dédiées à chaque pays africain pour symboliser « l'intégration africaine », comme l'explique l'architecte⁴⁵, créent avant tout un imaginaire panafricain, faisant de héros strictement burkinabè les héros de toute l'Afrique.

FIG. 1. — LE MONUMENT DES HÉROS NATIONAUX À LA PLACE DE L'AFRIQUE,
UTILISÉE COMME PARKING À L'OCCASION DE LA FÊTE DE L'ARMÉE,
LE 1^{ER} NOVEMBRE 2013

Photo : Marie-Christin Gabriel, 2013.

43. Sur les particularités des monuments accessibles, qui permettent une participation corporelle des visiteurs, voir ERBEN (2011 : 241-242).

44. Voir l'article de Victorien A. Sawadogo, « Aménagement de la place de l'Afrique à Ouaga 2000 : Un parc d'attraction bientôt autour du mémorial aux Héros nationaux », <http://lefaso.net/spip.php?page=impression&id_article=30054>, consulté le 4 mars 2016. Sawadogo y évoque la fonction des cauris comme ancienne monnaie d'échange en Afrique.

45. *Ibid.*

Depuis sa finalisation en 2008, le gouvernement de Compaoré n'a jamais utilisé le Monument des héros nationaux pour abriter des cérémonies officielles, faisant de ce site un lieu de mémoire en jachère, et des héros nationaux des héros morts *a fortiori*. Bien qu'en 2006 le gouvernement ait insisté sur la nécessité de procéder à l'inauguration du monument durant la Journée nationale de pardon (entretemps rebaptisée « Journée nationale du souvenir, de la promotion des droits humains et de la démocratie »⁴⁶, un autre indice du faible écho de cette journée), le monument n'avait jamais accueilli de cérémonies publiques. En 2013, par exemple, un journaliste qui s'est intéressé au fonctionnement du monument constata : « En ce jeudi 28 mars, à 48 heures de la Journée du souvenir, l'aire du Mémorial est calme. L'endroit est quasi désert. Seuls les vigiles qui surveillent le site, un fou couché sous un hangar, des élèves et des étudiants en quête de savoir ont investi les lieux »⁴⁷.

Que faut-il retenir de l'histoire du Monument des héros nationaux ? Quels héros le monument fabriquait-il sous Compaoré ? Certes, le monument fut construit en réaction aux protestations contre le gouvernement après l'assassinat de Zongo, devenu un héros célébré par le peuple, mais le monument visait la fabrication d'une catégorie de héros nationaux plus vaste. Le monument a été coupé de son point de départ et refoulé dans un passé reculé du fait de la dénomination générale du monument comme « Monument des héros nationaux » et du site comme « Place de l'Afrique », mais également du fait du long intermède dû à la construction prolongée. Autrement dit, la construction du monument constituait avant tout une stratégie pour *ne pas* commémorer Zongo, en le faisant disparaître dans la grande famille des héros nationaux. La non-utilisation du monument et l'échec de la Journée nationale de pardon semblent également prouver que ceux qui souhaitaient commémorer Zongo ne se retrouvaient pas dans la politique symbolique de l'État. Si l'érection du monument visait à surmonter les dissidences entre deux camps commémoratifs, on peut donc douter de sa réussite.

L'individualisation du monument après l'insurrection populaire

L'insurrection populaire de 2014, nommée « révolution » dans le langage populaire, marque une rupture majeure dans l'histoire burkinabè et dans la fabrique des héros nationaux. Durant son court mandat, le gouvernement de

46. Auteur inconnu, « Journée nationale de Pardon (JNP) : L'état des engagements 5 ans après », <<http://lefaso.net/spip.php?article13279>>, consulté le 3 mars 2016.

47. S. O. Kiemtoré, « Journée du souvenir : Des difficultés dans l'achèvement des monuments », <<http://news.aouaga.com/h/7154.html>>, consulté le 24 juillet 2013.

transition, dont la tâche principale était l'organisation des élections présidentielles, ne manqua pas de faire table rase de l'histoire récente. Il entreprit des mesures visant à la réconciliation nationale, d'une part en convoquant une Commission de la réconciliation nationale et en menant des réformes pour sonder l'état de la nation et démontrer les « voies de renouveau »⁴⁸, et d'autre part en s'engageant pour que justice soit rendue, non seulement aux victimes du soulèvement, mais aussi à Sankara, Zongo ainsi qu'à tous ceux « tombés sous les balles assassines de Blaise Compaoré »⁴⁹. Cet engagement se manifesta notamment par la volonté du gouvernement de transition de participer aux cérémonies commémoratives organisées par des partis politiques et des organisations de la société civile à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Zongo, le 13 décembre 2014. La chute de Compaoré ayant eu lieu six semaines auparavant, ce 16^e anniversaire se tint dans un contexte particulier. Après un dépôt de gerbes sur les tombes au cimetière de Gounghin, quelques organisations de la société civile et partis politiques se réunirent pour une marche-meeting à la Place de la Nation (ou Place de la Révolution selon le nom donné à cette place par les insurgés). Lors de cette manifestation, ils réclamèrent justice pour Zongo, Sankara, et toutes les autres victimes du gouvernement déchu, notamment celles de l'insurrection des 30 et 31 octobre. Le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale de la transition et quelques ministres rejoignirent la réunion à la Place de la nation « pour entendre ce que le peuple veut », comme l'expliqua le Premier ministre⁵⁰. Étant donné que le gouvernement de Compaoré n'avait aucunement l'habitude de participer à ce type de cérémonies d'hommage, la présence des autorités de la transition témoigna de la conciliation de différentes fabriques de héros.

La rupture dans la fabrique des héros se manifesta également par la volonté du gouvernement de transition de rendre hommage aux victimes de l'insurrection populaire en leur dédiant le Monument des héros nationaux. Le jour même de son inauguration, le 21 novembre 2014, le président de la transition l'indiquait en disant :

48. Commission de la réconciliation nationale et des réformes, « Rapport général », 2015, publié sur <<http://www.icla.up.ac.za/images/un/commissionsofinquiries/files/Burkina%20Faso%20commission%20of%20reconciliation%20and%20reforms%20final%20report.pdf>>, consulté le 15 octobre 2015.

49. Intervention d'Issac Yacouba Zida du 13 décembre 2014 à Ouagadougou, citée dans l'article d'O. L. Ouédraogo, « 13 décembre : Le Premier ministre Zida promet justice à Norbert Zongo et au peuple spolié », <<http://lefaso.net/spip.php?article62295>>, consulté le 15 décembre 2014.

50. *Ibid.*

Je m'incline très respectueusement devant nos morts, les martyrs de la révolution. Ils sont entrés dans l'histoire par la grande porte de l'héroïsme. La patrie leur sera reconnaissante. Et donc, j'ai décidé de leur dédier le Mausolée des héros nationaux qui portera désormais le nom de « Panthéon des martyrs de la révolution ». Nous allons donc faire entrer dans ce panthéon, nos valeureux martyrs en lieu et place des héros qui n'y ont jamais séjourné. Valeureux combattants tombés au champ d'honneur pour que vive la liberté au Burkina Faso, entrez donc dans votre sanctuaire. Héros à la fleur de l'âge, fauchés pour que triomphe la liberté au Burkina Faso, entrez dans votre sanctuaire. Vous tous qui dormez maintenant dans l'ombre, entrez dans votre sanctuaire. Entrez et reposez en paix⁵¹.

En rebaptisant le Monument des héros nationaux le « Panthéon des martyrs de la révolution », le gouvernement de transition légitimait le soulèvement populaire et rendait hommage à ceux qui s'étaient révoltés contre le gouvernement de Compaoré, les élevant au rang de héros nationaux. Il soulignait également à quel point, jusqu'à ce jour, ce monument avait été vide de sens et de portée symbolique et donnait enfin au monument un contenu spécifique. Mis à part le changement de nom, la volonté de gouvernement de transition de re-signifier le monument se traduisit concrètement par un investissement de plus d'un milliard de franc CFA⁵², qui servit à sa mise en état de fonctionnement, l'aménagement des abords, l'achèvement des bâtiments, l'installation des réseaux électriques et de l'éclairage, et la construction d'une stèle commémorative des 30 et 31 octobre 2014 — qui, finalisée après le putsch manqué de septembre 2015, fut également dédiée aux victimes du putsch.

La stèle (Fig. 2) est formée de deux poings qui s'élancent vers le ciel, symbolisant « l'union, la force et la révolte »⁵³ ; une étoile au milieu des deux bras fait référence au drapeau national. Par le choix des poings, l'architecte Sibiri Simon Kafando recourt à un symbole fort de l'insurrection populaire. Celui-ci se retrouve dans le logo de « Balai Citoyen », mouvement de la société civile moteur dans la mobilisation populaire, et est associé à Sankara et à sa devise « La patrie ou la mort, nous vaincrons. » « Ces deux mains représentent une main d'homme et l'autre est celle d'une femme. Ils forment les poings

51. Discours de Michel Kafando, 21 novembre 2014, Ouagadougou, <<http://www.lefaso.net/spip.php?article61925>>, consulté le 26 février 2015.

52. La somme exacte est de 1 232 817 154, dont 300 072 761 francs CFA pour la mise en état de fonctionnement du Monument, 454 861 621 francs CFA pour l'aménagement des abords et l'achèvement des bâtiments, 358 702 772 francs CFA pour l'installation des réseaux électriques-éclairage, et 119 180 000 francs CFA pour la stèle (selon le « Rapport du Conseil des ministres », cité par F. A. K. Nikiema, « Compte rendu du Conseil des ministres du 14 Octobre 2015 », <<http://lefaso.net/spip.php?article67400>>, consulté le 15 octobre 2015.

53. Journal du 30 mai 2015 à 13h15, Radiodiffusion-Télévision du Burkina (RTB).

de la révolution »⁵⁴, selon le sculpteur Sikiri Sy⁵⁵. En incluant le rôle des femmes lors de l'insurrection populaire dans la stèle, le Monument des héros nationaux, qui jusqu'à ce jour commémorait uniquement des héros, devait désormais représenter également des héroïnes. À travers la stèle, la valeur de la démocratie, déjà inscrite au monument, fut réaffirmée et contextualisée. Si le gouvernement précédent avait considéré les quatre poteaux du monument comme « les quatre étapes de la lutte du peuple pour : l'indépendance, la république, la révolution et la démocratie »⁵⁶, le président de la transition, dans son discours livré à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection populaire, laissa entendre que les insurgés d'octobre 2014 et les résistants de septembre 2015 s'étaient battus pour la liberté et la démocratie, mais aussi que sous le gouvernement précédent, le peuple n'avait connu ni véritable liberté, ni véritable démocratie.

La position spatiale de la stèle est également riche d'enseignements. Elle se détourne du monument et se dirige vers le sud où, à près de deux kilomètres, se trouve le palais présidentiel. « La position de l'édifice sur le site a été faite de telle sorte que le président du Faso qui sortirait de Kosyam [...] puisse apercevoir nettement la stèle haute d'une dizaine de mètres », explique un collaborateur de l'entreprise⁵⁷. Ainsi, en positionnant la stèle de cette manière, le Monument des héros nationaux devenait plutôt un mémorial adressé à la plus haute autorité de l'État.

Cette stèle fit entrer l'histoire récente dans le Monument des héros nationaux, lui ajoutant un contenu concret. Si, auparavant, les héros honorés n'étaient pas explicitement désignés (il n'y avait sur le site aucune indication sur l'identité des héros), la plaque attachée à la stèle où il est inscrit « À nos filles et fils

54. C. P. Ouédraogo, « Stèle des martyrs : Des dizaines de tonnes de béton pour honorer leur mémoire », *Infos, Sciences, Culture*, 30 octobre 2015, pp. 3-5.

55. Siriki Ky est un sculpteur bien connu au Burkina Faso. Il a, entre autres, réalisé le Monument du Cinquantenaire à Bobo-Dioulasso dans le cadre du 50^e anniversaire de l'indépendance en 2010. Pour des détails sur ce monument, voir HABERECHT (2011 : 12-16).

56. « Place mémorial aux héros nationaux », <<http://www.burkinatourism.com/Place-Memorial-aux-Heros-Nationaux.html>>, consulté le 4 mars 2016. Quand Compaoré avait pris le pouvoir en 1987, il resta d'abord attaché à l'idéologie révolutionnaire de son prédécesseur. Au fil des ans, il s'est écarté des maximes révolutionnaires et finalement, avec l'adoption de la Constitution de la IV^e République en 1991, il déclara le Burkina Faso « État de droit démocratique » (HABERECHT 2015 : 36). Pour cette raison, le gouvernement de Compaoré est considéré comme vecteur de démocratie. Pourtant, de nombreux observateurs estiment que le changement de programme politique n'était pas sincère et qu'il s'agissait d'une « démocratie douteuse » (voir OTAYEK 1992, cité dans HABERECHT 2015 : 36), ou d'un « régime semi-autoritaire » (HILGERS & MAZZOCHETTI 2010).

57. C. P. Ouédraogo, « Stèle des martyrs : Des dizaines de tonnes de béton pour honorer leur mémoire », *Infos, Sciences, Culture*, 30 octobre 2015, pp. 3-5.

FIG. 2. — LA STÈLE AJOUTÉE AU MONUMENT DES HÉROS NATIONAUX
À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION POPULAIRE

Photo : Marie-Christin Gabriel, 31 octobre 2015.

morts pour la patrie lors de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et du putsch du 16 septembre 2015. La nation reconnaissante », liste désormais les noms des vingt-huit victimes, leur âge, leurs professions, leurs situations familiales. Une telle individualisation d'un monument commémoratif pose des difficultés. Tandis que l'anonymat d'une inscription générale permet à tout un chacun d'inscrire ses propres héros, l'individualisation peut induire l'exclusion de certaines victimes et provoquer des controverses⁵⁸, ce qui a été le cas pour la stèle. Un vaste débat débuta autour de la liste des noms qui devaient ou non être inscrits sur la stèle. Pourquoi, se demanda-t-on, seul un nombre limité de victimes avait droit d'avoir leurs noms inscrits sur la stèle ? Le gouvernement de transition expliqua que seules les victimes qui s'étaient battues pour la Constitution et la démocratie étaient considérées comme des

58. Concernant cet aspect d'individualisation ou d'anonymat des héros, voir KORNES (2012) qui traite de la gestion des héros de la lutte de libération en Namibie.

héros. À l'inverse, les manifestants ayant trouvé la mort dans des actes de vandalisme⁵⁹ ne pouvaient être considérés comme des héros⁶⁰. Un membre du CDP mort lors d'un incendie au siège du Parti, fut nommé parmi les victimes, suscitant ainsi la colère de nombreux Burkinabè. Ce dernier était plutôt un défenseur de l'ancien régime, et non de la Constitution, critiquèrent quelques internautes⁶¹. Même si la stèle ne faisait pas l'unanimité, elle absorbait le caractère abstrait et anonyme du monument animant un dialogue vif au sein de la société burkinabè.

La renaissance du monument comme lieu de mémoire...

Le gouvernement de transition ne se limita pas à intégrer les héros de l'insurrection populaire et de la résistance contre le putsch dans l'architecture du Monument des héros nationaux, mais les inscrivit aussi dans le calendrier festif et les pratiques commémoratives⁶². En choisissant le Monument des héros nationaux comme site pour abriter des cérémonies organisées en l'honneur des victimes de l'insurrection populaire et du putsch manqué, le gouvernement de transition propulsait la renaissance du monument. Le 30 mai 2015⁶³, la première cérémonie donna « un visage tout autre » au monument, estima un journaliste⁶⁴ faisant référence à sa décoration. En effet, de longs tissus aux couleurs nationales, des images de l'insurrection et des obsèques

59. Lors de l'insurrection populaire, il y eut au moins deux morts lors de pillages, ainsi que lors d'un cambriolage dans un stock de riz.

60. G. B. Bazié, « Journée nationale d'hommage aux martyrs : Tous les morts des 30 et 31 octobre ne seront pas érigés en héros », <<http://lefaso.net/spip.php?article64965>>, consulté le 29 mai 2015.

61. Voir les débats en réaction contre l'article signé F. P., « Insurrection populaire : 28 martyrs désormais au panthéon de l'Histoire du Burkina », <<http://lefaso.net/spip.php?article64996>>, consulté le 2 juin 2015.

62. Très souvent, les bouleversements politiques se manifestent par un changement du calendrier festif, car le gouvernement au pouvoir est « l'organisateur du temps public » (FAURÉ 1978 : 398). Les moments fondateurs, notamment la proclamation de l'indépendance, se révèlent souvent très « robustes » (SPILLMAN 1998) face au changement politique.

63. La commémoration était composée d'un vaste programme comprenant entre autres des messes religieuses, des conférences publiques, des dépôts de gerbes au cimetière de Gounghin où les victimes de l'insurrection avaient été inhumées et un cortège aux flambeaux qui partit du Monument des héros nationaux. Pendant plusieurs jours, il y eut des cérémonies commémoratives sur toute l'étendue du territoire national, ainsi que dans les représentations diplomatiques du Burkina Faso à l'étranger.

64. I. K. Barry, « Insurrection des 30 et 31 octobre : À ses martyrs, la nation reconnaissante », <<http://www.lobserveateur.bf/index.php/societe/item/3903-insurrection-des-30-et-31-octobre-a-ses-martyrs-la-nation-reconnaissante>>, consulté le 2 juin 2015.

nationales des victimes furent accrochés au monument, ainsi que des banderoles sur lesquelles on pouvait lire entre autres : « Morts pour la patrie, la liberté et la démocratie. » En outre, des portraits des victimes de l'insurrection populaire et du putsch manqué furent déposés au pied du monument. Lors de la cérémonie, le Président de transition rendit hommage aux « vaillants combattants de la liberté », qui « en versant [leur] sang pour la patrie, [avaient] fait germer une démocratie nouvelle »⁶⁵, et éleva les vingt-huit victimes au rang de Chevaliers de l'ordre national à titre posthume. À la fin de la cérémonie, Kafando, le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale de transition posèrent la première pierre de la stèle dédiée aux victimes. Kafando annonça aussi que la commémoration des victimes de l'insurrection populaire serait faite annuellement⁶⁶.

Cinq mois plus tard, le 31 octobre 2015, des centaines de Burkinabè se rassemblèrent de nouveau autour du Monument des héros nationaux pour une cérémonie officielle organisée par le gouvernement de transition à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection populaire. La cérémonie, également consacrée aux victimes du putsch manqué, fut l'éclat d'un vaste programme, comprenant, entre autres, des conférences, une « Nuit des martyrs » avec des concerts gratuits, et un dépôt de gerbes au cimetière de Gounghin, où les victimes du putsch avaient été inhumées côte à côte avec les victimes de l'insurrection dans un espace nommé le « Carré des martyrs »⁶⁷. Le moment fort de la cérémonie était le « Cérémonial d'hommage aux martyrs »⁶⁸, lors duquel le Premier ministre récita les noms des victimes du putsch manqué ainsi que les dates de leur naissance et de leur décès, suivi par la mention « Morts pour la patrie » et les tambours militaires de la fanfare de la garde nationale. Puis, le Président de transition éleva quatorze nouvelles victimes du putsch au rang de Chevaliers de l'ordre national. L'apothéose de la cérémonie fut l'inauguration de la stèle érigée devant le Monument des héros nationaux, qui fut à nouveau décorée (Fig. 3).

65. Discours de Michel Kafando, 30 mai 2015, Ouagadougou, cité du reportage audio en ligne sur aOuaga.com : « Discours du président Michel Kafando à la cérémonie d'hommage national aux martyrs de l'insurrection populaire », 30 mai 2015, <<http://news.aouaga.com/v/38028.html>>, consulté le 14 juin 2015.

66. *Ibid.*

67. Il y eut d'autres cérémonies dans tout le pays et dans les représentations diplomatiques du Burkina Faso, étendant la commémoration à tout le pays et même à l'étranger. À Bobo-Dioulasso, par exemple, les représentants de l'État et les organisations de la société civile organisèrent une marche en l'honneur des manifestants de 2014 et 2015. La « Place de la mairie » fut rebaptisée « Place des martyrs », Bassératou Kindo, « Bobo-Dioulasso : La place de la mairie baptisée Place des Martyrs », <<http://hauts-bassins.lefaso.net/spip.php?article50>>, consulté le 3 novembre 2015.

68. Selon la description du scénario officiel du Protocole d'État.

FIG. 3. — LE MONUMENT DES HÉROS NATIONAUX À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE L'INSURRECTION POPULAIRE, LE 31 OCTOBRE 2015

Photo : Marie-Christin Gabriel, 31 octobre 2015.

Par ces cérémonies, le Monument des héros nationaux, qui pendant longtemps n'était qu'un bloc de béton, connut une renaissance et devint un véritable lieu de mémoire et de débat. Pour la toute première fois, ce monument fut élu pour abriter des cérémonies officielles, et il paraissait d'autant mieux choisi, en tant que site, que de nombreux manifestants avaient trouvé la mort à proximité en se dirigeant vers Kosyam. Il faut souligner que les cérémonies rassemblèrent des centaines de burkinabè autour de ce monument, dont les membres du gouvernement de transition, les autorités militaires, paramilitaires et religieuses, les candidats aux élections présidentielles, des représentants de la société civile et des familles endeuillées, des centaines d'hommes et de femmes venus des alentours ou de zones plus éloignées. La présence des deux principaux candidats à l'élection présidentielle (qui en raison du putsch avait été reportée à la fin novembre), assis côte à côte, Kaboré du MPP et Zéphérin Diabré de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), alors en pleine préparation de la campagne électorale, montra aussi à quel point les victimes de l'histoire récente devenaient des ressources symboliques — chacun voulant

s'associer aux héros insurgés, tant célébrés⁶⁹. La présence des *leaders* de « Balai Citoyen », les musiciens Smockey et Sams'K Le Jah, fut également frappante. Étant donné que ce mouvement n'avait aucunement l'habitude de participer aux cérémonies étatiques, leur présence signalait la volonté de se rassembler pour commémorer les héros de l'histoire récente et le fait qu'un certain consensus dans la fabrique des héros nationaux était en train de germer.

... et lieu de débats

Cependant, les cérémonies ne firent pas l'unanimité et provoquèrent de vifs débats au sein des « communautés commémoratives » (Zerubavel 2003 : 330) burkinabè. Tout d'abord, la fixation de la date d'une journée d'hommage ne fut pas aisée, puisqu'elle impliquait une concurrence avec la commémoration d'un autre héros, Norbert Zongo, et « sa » communauté commémorative. Initialement, le ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité avait suggéré d'organiser cette commémoration le 13 décembre, jour de l'anniversaire de la mort de Zongo. Convaincu que le combat des insurgés poursuivait celui de Zongo, le ministre estima qu'il était convenable de regrouper leurs commémorations le même jour. Il précisa que les insurgés avaient combattu pour la démocratie et la liberté, tout comme Zongo. Cependant, quelques organisations de la société civile et des partis politiques considérèrent cette suggestion comme un sabotage des activités qu'ils organisaient annuellement en l'honneur du journaliste assassiné. Plutôt que de « co-commémorer » Zongo et les victimes de l'insurrection populaire le même jour, ils réclamèrent deux jours distincts. Par la suite, le ministre révoqua sa proposition, et la fixation de la date fut reportée jusqu'à nouvel ordre⁷⁰. Enfin, le Conseil des ministres fixa la commémoration au 30 mai 2015⁷¹ et, en novembre 2015, le Conseil national de la transition déclara le 31 octobre, Journée nationale des martyrs, fête légale. Le 30 octobre devint également jour commémoratif (c'est-à-dire non férié), tout comme le jour de l'achèvement du désarmement du RSP, le 29 septembre. En même temps, la Journée nationale de pardon fut supprimée « en raison de ce qu'elle a été vidée de son contenu par les pratiques

69. Cela était aussi bien visible dans les affiches électorales montrant les candidats à côté des insurgés.

70. D. E. Ouédraogo, « Journée d'hommage aux martyrs de l'insurrection : Reportée *sine die* pour préserver la cohésion sociale », *L'Observateur paalga*, 9 décembre 2014, p. 9.

71. Le Service d'information du gouvernement, « 30 mai 2015 : Journée d'hommage aux martyrs de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 », <<http://lefaso.net/spip.php?article64264>>, consulté le 21 avril 2015.

autoritaires du régime défunt qui, du reste, avait fini par ne plus lui accorder de l'importance »⁷².

L'ensemble de ces cérémonies souleva également la question de savoir qui aurait le droit d'assister à la commémoration et d'adhérer à la communauté commémorative ? Tout en critiquant le fait que la liste des victimes ait été dressée par Zida⁷³, quelques Burkinabè demandaient comment quelqu'un ayant appartenu à l'entité qui avait porté préjudice aux manifestants pouvait aujourd'hui honorer les morts. Un incident lors de la cérémonie de dépôt de gerbes, le 30 mai 2015, alimenta cette controverse. Ainsi, lorsque quelques jeunes reconnurent Yacouba Barry, membre du parti de l'Union pour un Burkina nouveau (UBN), un parti politique de l'ex-majorité, ils le chassèrent du cimetière, arguant que la présence d'un individu ayant soutenu la modification constitutionnelle ne pouvait pas être acceptée, étant donné sa part de responsabilité dans les morts. Cet incident montrait que les Burkinabè étaient divisés en deux camps : celui des insurgés et celui des hommes déchus⁷⁴. Selon le protocole du ministère chargé de l'organisation de la cérémonie suivante, le 31 octobre, le CDP était invité à assister au cérémoniel. Pourtant, vu l'incident du 30 mai, les membres de l'ancien parti au pouvoir donnaient une réponse négative à l'invitation (de toute façon, les membres bien connus n'y assistèrent pas). À travers un communiqué, le CDP présenta ses condoléances aux familles des victimes. Cependant, l'ancien parti au pouvoir fut abondamment critiqué pour n'avoir exprimé que des « larmes de crocodile »⁷⁵. Les débats

72. Rapport de la Commission des affaires sociales et du développement durable n° 2015-068/CNT/CASDD.

73. Voir le commentaire 8 de l'article de Tiga Cheick Sawadogo, « Hommage aux martyrs de l'insurrection populaire : une gerbe de fleurs en attendant la justice », <<http://lefaso.net/spip.php?article64985>>, consulté le 2 juin 2015.

74. Voir l'article signé A. C., « Journée d'hommage aux martyrs de l'insurrection : Yacouba Jacob Barry échappe à un lynchage », <<http://lepays.bf/journee-dhommage-aux-martyrs-de-linsurrection-yacouba-jacob-barry-echappe-a-un-lynchage/>>, consulté le 2 juin 2015. Cette division fut attisée par la politique du gouvernement de transition envers l'ex-majorité, par la dissolution de l'ancien parti au pouvoir, du parti politique allié, l'Alliance pour la démocratie et la fédération/Rassemblement démocratique africain (ADF-RDA) et de l'organisation de la société civile, la Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré (FEDAP-BC) en décembre 2014 (face aux protestations des personnes concernées et aux objections de la Communauté internationale, le décret fut finalement annulé) ainsi que par une nouvelle loi de vote adoptée en avril 2015, qui interdit aux supporteurs de la modification constitutionnelle de se présenter aux élections présidentielles (loi n° 005-2015/cnt portant modification de la loi n° 014-2001/an du 3 juillet 2001 portant code électoral). Ce fut l'une des raisons principales pour lesquelles les putschistes prirent le pouvoir le 16 septembre 2015.

75. Voir le commentaire 3, ainsi que les autres commentaires dans l'article d'Achille Marie Joseph Tapsoba, « Journée des martyrs : Le CDP réitère ses condoléances et sa

autour de la participation du CDP à l'hommage des victimes démontraient à quel point la fabrique des héros fut considérée comme un droit exclusif. Dans ce contexte, il n'était nullement en cause d'élever une victime putschiste⁷⁶ au rang de Chevalier de l'ordre national.

Quelques organisations de la société civile et des partis politiques réclamèrent que justice soit rendue avant d'envisager des commémorations, ainsi remettant ainsi en question le sens des actes symboliques en invoquant le même argument que les opposants à la Journée nationale de pardon une décennie auparavant. Il y eut aussi des critiques qui, en comparant les « politiques de commémoration » (Zerubavel 1998 : 171) du gouvernement de transition et du gouvernement déchu, estimaient que la similarité des actes commémoratifs prouvait que le changement politique n'apporterait pas une véritable rupture. En effet, pour certains, les cérémonies organisées le 30 mai et le 31 octobre étaient la preuve que le gouvernement de transition ne différait pas du gouvernement déchu : « Puisque les gens de la transition eux-mêmes disent que "plus rien ne sera comme avant", il aurait fallu appliquer cela en commençant par le cas des martyrs de l'insurrection », écrivit un internaute⁷⁷. D'autres trouvaient que la politique symbolique du gouvernement de transition marquait une rupture, comme Augustin Loada, homme de droit et ministre de la Fonction publique et du Travail, qui décrivit la Journée d'hommage aux martyrs comme une « commémoration effective »⁷⁸. Or, selon lui, même si le monument construit sous Compaoré est une preuve « que la IV^e République reconnaît que dans l'histoire de notre pays, il y a des gens qui méritent d'être élevés à la dignité de héros nationaux », la politique symbolique du gouvernement déchu n'était pas sincère⁷⁹. Avec le gouvernement de transition, affirma-t-il, la politique symbolique connaît une rupture, qui transparaît à la fois dans la transformation du monument en Panthéon des martyrs et dans la tenue d'une Journée d'hommage aux martyrs⁸⁰.

compassion », <<http://lefaso.net/spip.php?article67719>>, consulté le 3 novembre 2015.

76. Diendéré avait constaté qu'un soldat avait été tué lors des affrontements, voir Radio France Internationale (RFI), « Burkina: le jour où Diendéré a choisi de "remettre en selle" Kafando », <<http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150922-direct-burkina-faso-crise-liberation-isaac-zida-ultimatum-rsp-diendere-putch>>, consulté le 22 septembre 2015.

77. Voir le commentaire 17, O. L. Ouédraogo, « Journée nationale d'hommage aux martyrs : le ministre Auguste Denise Barry déplore la "position maximaliste" de certains Burkinabè », <<http://lefaso.net/spip.php?article65065>>, consulté le 5 juin 2015.

78. O. L. Ouédraogo, « Journée d'Hommage aux Martyrs : "Un moment pour montrer que tous les Burkinabè sont d'une même famille nationale ; ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise", Pr. Augustin Loada », <<http://lefaso.net/spip.php?article65045>>, consulté le 4 mars 2016.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

Des revendications morales furent vivement énoncées lors des cérémonies elles-mêmes. Lors de son intervention du 31 octobre au pied du Monument des héros nationaux, le porte-parole des proches des victimes accusa le gouvernement de les avoir oubliées. Il posa une série de questions critiques, se demandant notamment si le gouvernement de transition souhaitait partir en laissant derrière lui un mauvais souvenir. Le président de l'association des blessés de l'insurrection populaire, Dramane Ouédraogo, exprima également sa colère :

Les blessés attendent une action concrète de vous. Pendant longtemps, vous avez fait des promesses solennelles qui n'ont jamais été suivies d'actions. Nous prenons cette occasion pour tenir le peuple burkinabé et la communauté internationale à témoin, pour dire que les autorités burkinabé ont volontairement abandonné les blessés à leur sort. [...] En tant que président de l'association, je peux vous dire que les blessés n'ont rien reçu. Je ne le dis pas pour décrédibiliser l'institution transitionnelle ; je le dis pour que la vérité soit connue par tous ceux qui ont de la compassion pour nous. [...] Pensez-vous finir la Transition avec le goût amer de l'inachevé et le remord de la trahison, celle à l'endroit de ceux qui ont versé leur sang pour que vous accédiez à vos fonctions respectives et pour vous protéger des balles assassines du RSP ?⁸¹

Le porte-parole des blessés du putsch, Babou Nébon Bamouni, fit une intervention basée sur la soif de justice. Il se dit sceptique quant à la réelle volonté du gouvernement de transition de faire la lumière sur les morts, car jusqu'à ce jour, selon lui, seulement cinq dossiers avaient été instruits. « Nos proches ne sont pas des animaux qui vont se sacrifier pour que certains s'arrogent un quelconque droit de défendre des formes d'impunité humainement inconciliables », poursuivit-il, insistant sur le fait que les proches et les amis des victimes n'accepteraient pas cette situation, tout comme aucun démocrate ne pourrait l'accepter⁸². Pendant que les porte-paroles des victimes et des blessés énonçaient leurs réclamations, un tonnerre d'applaudissements éclata du côté des proches des victimes et des représentants de la société civile. En revanche, les autorités de la transition furent surprises et irritées par ces mots durs ; avec des mines renfrognées, ils applaudirent de manière hésitante et retenue. Quand ce fut au Président de la transition de livrer son discours, il aborda les revendications de son interlocuteur précédent en affirmant, apparemment en se distanciant du texte écrit : « Et je voudrais rassurer le représentant de l'association des blessés, que certes ce que nous avons fait,

81. Président de l'association des blessés de l'insurrection populaire, 31 octobre 2015, Ouagadougou, notes prises pendant la cérémonie.

82. Porte-parole des victimes de l'insurrection populaire, 31 octobre 2015, Ouagadougou, notes prises pendant la cérémonie.

peut sembler insuffisant, mais je prends l'engagement au nom de la transition, que la transition ne s'en ira pas sans consentir un effort supplémentaire en faveur des blessés »⁸³. Kafando évoqua le soutien financier que le gouvernement de transition dispensait aux blessés et son engagement dans la poursuite pénale. Il demanda de « comprendre les difficultés procédurales qui peuvent occasionner des lenteurs dans l'avancement des dossiers de cette nature »⁸⁴. Enfin, il rappela que le gouvernement de transition s'était engagé à ce que la commémoration en l'honneur des victimes soit inscrite au calendrier festif. Ces échanges entamés au pied du Monument des héros nationaux eurent des conséquences. Le 23 novembre 2015, l'Assemblée nationale déclara le 31 octobre, Journée nationale des martyrs, fête légale. De plus, le gouvernement de transition trouva un autre geste symbolique pour honorer les blessés. Le jour de la fête nationale, le 11 décembre 2015, une cérémonie de décoration fut spécialement organisée en l'honneur des blessés de l'insurrection populaire et du putsch manqué, au cours de laquelle ils furent nommés Chevaliers de l'ordre national⁸⁵.

Les cérémonies autour du Monument des héros nationaux animèrent le dialogue non seulement entre le gouvernement de transition et les blessés et les familles endeuillées, mais aussi entre ces derniers et les citoyens. Longtemps après le départ des autorités, de nombreuses personnes se sont promenées aux alentours du monument ; elles se sont arrêtées devant la stèle et les portraits des victimes, prenant des photos, lisant les noms de défunts et écoutant les histoires que quelques proches racontaient au sujet de ces derniers. Ainsi, un homme, venu d'une ville située à près de cent kilomètres de la capitale, se souvenait du message que son cousin lui avait envoyé le 30 octobre 2014 pour l'informer qu'il était en train de « rejoindre le combat » ; la grande sœur d'un élève se souvenait être allée chercher sans succès son frère à la maison en espérant qu'il ne se soit pas rendu en ville ; un jeune homme récapitulait sa journée du 30 octobre, et racontait comment, en s'approchant de Kosyam, les tirs avaient commencé à fuser et atteint un camarade de combat, qui tomba mort juste à côté de lui⁸⁶. Si les inscriptions sur la stèle et les images exposées au pied du monument offraient des noms et des visages aux héros nationaux, ces histoires racontées à des attroupements d'auditeurs contribuaient à les faire vivre.

83. Discours de Michel Kafando, 31 octobre 2015, Ouagadougou, notes prises pendant la cérémonie.

84. *Ibid.*

85. Principalement, les éditions de la fête nationale en 2014 et 2015 furent marquées par les événements précédents. Concernant la réinterprétation de la fête en 2014 comme fête de libération de l'ancien pouvoir, voir GABRIEL (2016).

86. Notes de terrain, le 31 octobre 2015.

Cet article a esquissé l'histoire du Monument des héros nationaux à Ouagadougou et sa renaissance après l'insurrection populaire d'octobre 2014. Construit sous le gouvernement de Blaise Compaoré dans l'objectif de se réconcilier avec le peuple, le site n'avait jamais été utilisé pour des pratiques commémoratives, mais était plutôt un lieu de mémoire en jachère. Après l'insurrection populaire d'octobre 2014, qui provoqua la chute de Compaoré, le monument a connu une transformation à travers la stèle qui lui a été ajoutée. Cette stèle donna aux héros commémorés des noms et des visages. Si jusqu'à ce jour le monument avait été consacré aux hommes politiques de l'histoire reculée, une catégorie de héros toute différente fut ajoutée : celle de frondeurs. Grâce au positionnement de la stèle orientée vers le palais présidentiel, le Monument des héros nationaux s'est transformé en mémorial, adressé à la plus haute autorité de l'État. De plus, grâce aux cérémonies organisées par le gouvernement de transition en l'honneur des victimes de l'insurrection et du putsch manqué, le monument est devenu un lieu de mémoire vivant, réunissant autour de lui des acteurs divers, ce qui prouva qu'un certain consensus dans la fabrique des héros nationaux était en train de germer. Pourtant, ces cérémonies ont également donné lieu à des négociations. Les différentes composantes de la communauté commémorative réunies ont pu y échanger leurs points de vue, exprimant leur mécontentement et leurs revendications ainsi que leurs demandes d'indulgence et leurs promesses, ce qui n'était pas d'usage sous le gouvernement précédent.

La commémoration du 31 octobre 2015 a provoqué des débats autour des questions suivantes : Qui peut prétendre au statut de héros national ? Qui a le droit de participer aux pratiques commémoratives ? Toutes les pratiques symboliques se valent-elles ? Si le Collège de sages avait diagnostiqué « l'absence de dialogue » entre les acteurs politiques et la société civile comme l'une des principales causes de la crise de 1998⁸⁷, il est vraisemblable qu'il considérerait comme un effort les vifs échanges entre les autorités de transition et les acteurs de la société civile dans le cadre de la commémoration de l'insurrection populaire. Globalement, l'exemple burkinabé démontre que les lieux de mémoire constituent avant tout des sites de débats et « une offre » qui peut ou non être acceptée et qui ne s'adresse pas forcément à tous.

87. Voir Collège de sages (1999), « Rapport », publié par Y. Pukri, <<http://www.cnpress-zongo.org/spip.php?article18>>, consulté le 7 juin 2016.

De plus, l'analyse a relevé les modalités de fabrique de héros et le caractère possiblement polysémique d'un monument ainsi que sa qualité de palimpseste, qui permet d'inscrire sur lui l'histoire récente. Au final, l'analyse prouve, dans le prolongement de David Kertzer (1988), qu'on ne peut distinguer la politique symbolique de l'État et la *realpolitik*, et que la politique se manifeste particulièrement dans le symbolisme.

Département d'Anthropologie et d'Études africaines, Université Johannes Gutenberg, Mainz (Allemagne).

BIBLIOGRAPHIE

- BIANCHINI P., 2002, « Entre instrumentalisation et autonomisation », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 1, <<http://cres.revues.org/1696>>.
- BONNECASE V., 2015, « Sur la chute de Blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime », *Politique Africaine*, 137 : 151-168.
- 2016, « Ce que les ruines racontent d'une insurrection. Morales du vol et de la violence au Burkina Faso pendant les journées insurrectionnelles des 30 et 31 octobre », *Sociétés politiques comparées*, 38, janvier-avril, <http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2_n38.pdf>.
- CENTLIVRE P., FABRE D. & ZONABEND F., 1998, *La fabrique des héros*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- CHOULI L., 2015, « L'insurrection populaire et la transition au Burkina Faso », *Review of African Political Economy*, 42 (153) : 148-155.
- ENGELS B., 2012, « Brot und Freiheit : Proteste, gegen das teure Leben in Burkina Faso », *Sozial Geschichte Online*, 9 : 85-115, <https://duepublico.uni-duisburg-essen.de/servlets/DerivateServlet/Derivate-31949/08_Engels_Brot_und_Freiheit.pdf>.
- ENGLEBERT P., 1996, *Burkina Faso : Unsteady Statehood in West Africa*, Boulder, Westview Press.
- ERBEN D., 2011, « Denkmal », in U. FLECKNER, M. WARNKE, & H. ZIEGLER (eds.), *Handbuch der politischen Ikonographie. Band I, Abdankung bis Huldigung*, München, Verlag C.H. Beck : 235-243.

- FAURE Y., 1978, « Célébrations officielles et pouvoirs africains : symbolique et construction de l'État », *Revue canadienne des études africaines/Canadian Journal of African Studies*, XII (3) : 383-404.
- FRÈRE M.-S. & ENGLEBERT P., 2015, « Burkina Faso. The Fall of Blaise Compaoré », *African Affairs*, 114 (455) : 295-307.
- GABRIEL M.-C., 2016, « “Premier 11 décembre sans Blaise Compaoré”. Burkina Faso’s National-Day Celebration of 2014 between Stability and Change », *Africa Today*, 62 (4) : 23-43.
- HABERECHE S., 2011, « Une ville devient la scène de la nation : Burkina Faso célèbre son Cinquantenaire à Bobo-Dioulasso », in K. WERTHMANN & M. L. SANOGO (dir.), *La ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Urbanité et appartenances en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala : 283-318.
- 2015, *Vom Reichtum eines armen Landes. Nationalfeiern und Nationenbildung in Burkina Faso*, Thèse de doctorat, Mainz, Universität Johannes Gutenberg.
- HAGBERG S., 2002, « “Enough is enough”. An Ethnography of the Struggle against Impunity in Burkina Faso », *Journal of Modern African Studies*, 40 (82) : 217-246.
- 2007, « Comprendre sans légitimer. Corruption, impunité et une anthropologie engagée », in T. BIRSCHENK, G. BLUDO, Y. JAFFRÉ & M. T. ALOU (dir.), *Une anthropologie entre rigueur et engagement. Essais autour de l'œuvre de Jean-Pierre Olivier de Sardan*, Paris, Karthala : 355-368.
- HAGBERG S., KIBORA L., OUATTARA F. & KONKOBO A., 2015, « Au cœur de la révolution Burkinabè », *Anthropologie et Développement*, 42 : 199-224.
- HILGERS M. & MAZZOCCHETTI J., 2006, « L'après Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », numéro spécial, « Le Burkina Faso : L'alternance impossible », *Politique Africaine*, 101 : 5-18.
- 2010, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala.
- INSTITUTE FOR SECURITY STUDIES (ISS), 2014, « Référendum constitutionnel à risque au Burkina Faso », in D. ZOUNMENOU (ISS-Pretoria), W. ASSANVO & I. MAIGA (dir.), *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO*, 9 juin, <<http://www.issafrika.org/publications/ecowas-peace-and-security-report/referendum-constitutionnel-a-risque-au-burkina-faso>>
- KERTZER D., 1988, *Ritual, Politics and Power*, New Haven, Yale University Press.
- KORNES G., 2012, « Nation Building, nationale Erinnerungskultur und die Politik der Toten in Namibia », in F. FUHRMANN ET AL. (eds.), *Beiträge zur 3. Kölner Afrikawissenschaftlichen Nachwuchstagung (KANT 3)*, Köln, Institut für Afrikanistik.
- NORA P., 1997, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard.
- OTAYEK R., 1992, « The Democratic “Rectification” in Burkina Faso », in A. HUGHES (ed.), *Marxism's Retreat from Africa*, London, Frank Cass & Co. Ltd : 82-104.

- OUÉDRAOGO J., 1999, « Burkina Faso : autour de l'affaire Zongo », *Politique Africaine*, 74 : 168-183.
- SIMPORÉ L., 2004, « Ouagadougou : capitale culturelle Ouest-africaine ? », in P.-C. HIEN & M. COMPAORÉ (dir.), *Histoire de Ouagadougou, des origines à nos jours*, Ouagadougou, Éditeur scientifique, DIST/CNRST : 315-349.
- SPILLMAN L., 1998, « When do Collective Memories Last ? », Special Issue, « Memory and the Nation », *Social Science and History*, 22 (4) : 445-477.
- ZERUBAVEL E., 2003, « Calendars and History : A Comparative Study of the Social Organization of National Memory », in J. OLICK (ed.), *States of Memory : Continuities, Conflicts and Transformations in National Retrospection*, Durham, Duke University Press : 315-338.
- ZERUBAVEL Y., 1998, « Le héros national : un monument collectif. Tradition et politiques de commémoration », in P. CENTLIVRES (dir.), *La fabrique des héros*, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'Homme : 167-179.

RÉSUMÉ

L'article esquisse l'historique du Monument des héros nationaux à Ouagadougou (Burkina Faso) et explore sa récente transformation et renaissance. Construit sous le mandat de Blaise Compaoré, le monument n'est devenu le théâtre de pratiques commémoratives qu'après la chute de ce dernier, occasionnée par l'insurrection populaire d'octobre 2014. Dans le cadre de la commémoration de cette insurrection, le gouvernement de transition compléta le monument par une stèle, dédiée aux victimes de l'insurrection populaire de 2014 et du putsch manqué de 2015, ce qui éleva des frondeurs au rang des héros nationaux et transforma le monument en mémorial. D'ailleurs, le gouvernement de transition y organisa des cérémonies officielles, faisant du monument un lieu de mémoire vivant. En considérant le Monument des héros nationaux comme un lieu de mémoire et de débats, l'analyse illustre les vives négociations entre communautés commémoratives autour de la fabrique de héros nationaux, et offre des perspectives d'ouverture quant aux pratiques d'intégration d'un passé complexe et contradictoire fait de ruptures politiques dans la mémoire collective.

Mots-clés : Burkina Faso, Ouagadougou, espace public, insurrection populaire de 2014, Monument des héros nationaux, renaissance.

ABSTRACT

When Rebels Become National Heroes: The Rebirth of the National Heroes Monument in Ouagadougou (Burkina Faso) after the National Uprising of 2014. — Tracing the history of the Monument des héros nationaux in Ouagadougou (Burkina Faso), this article explores the monument's recent transformation and renaissance. Constructed under the government of Blaise Compaoré, the monument only became a site of commemoration after the overthrow of the latter, provoked by the national uprising in October 2014. In the context of the commemoration of the insurrection, the interim government erected a stele next to the monument, which was dedicated to the victims of the Burkinabè uprising of 2014 and to those of the coup attempt of 2015, elevating the critics of the overthrown government into national heroes and transforming the monument into a memorial. Moreover, the interim government chose the site for commemorative ceremonies that brought the monument back to life. Considering the Monument des héros nationaux as a site of memory and debate, the analysis unveils various negotiations between commemorative communities regarding the fabrication of national heroes and offers insights into practices of integrating a complex and contradictory past into the national collective memory.

Keywords: Burkina Faso, Ouagadougou, National Heroes Monument, 2014 Burkinabé uprising, public space, rebirth.